



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

29 sept. 2025

N° 331

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

L'ÉTAU SE RESSERRE DE PLUS EN PLUS AUTOUR DES MASSES POPULAIRES



Depuis cinq ans environ, la situation des masses exploitées se détériore à grande vitesse. Pour l'instant, rien ne semble enrayer cette dégradation. Diversions, faux espoirs, violence extrême, misère, les classes dominantes et leurs bandes criminelles font tout pour éloigner la riposte des classes défavorisées indispensable à leur libération.

Les bandes armées intensifient leurs avancées meurtrières contre la population. Au cours du mois de septembre 2025, c'est surtout les habitants des communes de l'Arcahaie, de Désarmes, de Montrouis, de Liancourt pour ne citer que celles-là qui ont subi la terreur des assassins de Viv-Ansanm. Les victimes se comptent par dizaines voire par centaines. Massacres, exécutions sommaires, incendies des maisons, déguerpissement de la population.

La situation n'est pas plus enviable dans la commune de Kenskoff où les gangs continuent de gagner du terrain. Dans la capitale, à Delmas 19, les habitants subissent les attaques d'un groupe criminel dirigé par les gangs de Simon Pelé. Au centre-ville de Port-au-Prince, les habitants qui tentent de se rendre à Carrefour, sont pris entre les balles des gangs et celles des policiers.

Mais à côté de cette violence, c'est son corollaire, la misère, qui ronge la majorité de la population. Du département de l'Ouest à ceux de l'Artibonite, au Nord'Ouest, au Plateau Central, au Nord'est, les masses populaires périssent de la faim, les enfants de la malnutrition. Elles sont dépouillées de tout ce qui les faisait vivre, un emploi, un lopin de terre, un petit commerce, une maisonnette. Elles ne savent plus quoi faire.

Pourtant au même moment, des scandales mettant en jeu des millions de dollars sont monnaie courante au niveau du gouvernement. Les ministères, les organismes déconcentrés de l'État, les mairies etc., sont pris d'assaut par une bande de « grands mangeurs » qui s'en servent

pour se remplir les poches. Ceux qui côtoient ces milieux témoignent que l'argent y coule à flot.

Dans les entreprises, les quelques-unes qui restent, dans les ports, les stations-services, les magasins, les ouvriers sont littéralement dépecés, avec un salaire dont la valeur réelle n'excède pas un dollar. Que dire des nouveaux millionnaires, les chefs de gangs ? En bons parvenus, ils exhibent leurs richesses : des châteaux, des piscines, des convois de voitures luxueuses.

En dépit de quelques incivilités des bandes criminelles à l'égard des élites économiques et politiques, la dictature des gangs armés est plutôt une aubaine pour ces profiteurs de tout acabit. Les masses exploitées terrassées, l'État par terre, les classes dominantes sont en mesure de donner libre cours à leurs instincts de spoliateurs, de criminels, à leur rôle d'exploiteurs de la classe ouvrière.

Ceux qui jouissent et profitent de la situation actuelle ne peuvent pas être ceux qui la combattront. C'est d'un commun accord que les gangs, l'État, la classe politique et l'élite économique gèrent le pays contre les classes laborieuses.

La libération de ces dernières ne viendra pas des faux espoirs mis dans la Police ni dans le gouvernement, d'une intervention des forces militaires internationales, elle ne viendra pas non plus des assassins drapés des manteaux révolutionnaires de Viv-Ansanm ; mais des luttes consciences de la classe ouvrière, des paysans pauvres, des « ti-machann », des jobbeurs, des chômeurs, des jeunes et de tous les militants révolutionnaires.■

SOMMAIRE

Editorial

⇒ Page 1

- L'étau se resserre de plus en plus autour des masses populaires

Leur Société

⇒ Page 2

- Solino, Nazon et Bas Delmas : un retour impossible pour les habitants
- Les habitants des quartiers pauvres n'ont pas le choix
- Rentes criminelles et dégradations des conditions sociales des masses exploitées
- Le chef de gangs, Barbecue, en mode « foulay », distracteur

⇒ Page 3

- Situation infrahumaine des camps de déplacés
- Rentrée des classes : casse-tête pour les parents des classes populaires !

Dans les entreprises

⇒ Page 3

- PAWÒL TRAVAYÈ: Patwon, politisyen, chèf gang yo, ap pyafe sou do mas eksplwate yo

⇒ Page 4

- Pour un accompagnement réel des travailleurs et un ajustement régulier du salaire minimum

Dans l'international

⇒ Page 4

- Népal : deux jours d'insurrection

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

LEUR SOCIÉTÉ

SOLINO, NAZON ET BAS DELMAS : UN RETOUR IMPOSSIBLE POUR LES HABITANTS

Un poisson d’avril ! Plus de quatre semaines se sont été écoulées depuis que la coalition des gangs « Viv Ansanm » a décidé de se retirer des quartiers Solino, Delmas 30, Nazon et Bas Delmas, qu’ils avaient occupés. L’engouement et l’espoir des habitants pour reprendre le contrôle de leurs quartiers et de leurs domiciles se sont évanouis. Les gangs n’ont laissé que des champs de ruines.

Le déblaiement suivi du nettoyage de l’axe routier partant de Delmas 31 au carrefour de l’aviation, l’absence des bruits d’armes automatiques et d’hommes armés dans les recoins de ces quartiers constituent les seules nouveautés depuis le retrait volontaire des soldats du chef des groupes criminels de Viv Ansanm. Rien n’a changé dès qu’on pénètre dans ces quartiers. Les carcasses de véhicules, les morceaux de fer, les débris de toutes sortes bloquent toujours toutes les artères. Des maisons éventrées et incendiées, des trous de projectiles sur les murs rappellent une zone de guerre. Les

autorités de l’État s’étaient subtilement écartées du problème en décourageant les habitants à retourner ces zones. C’est une ambiance de tristesse, de désolation, une atmosphère nocive et dangereuse qui y règnent.

Peu de gens y circulent. Les voitures privées et le transport en commun sont rares. La grande majorité de ceux qui étaient passés voir leur demeure ont sans doute abandonné toute idée de retour après avoir constaté la catastrophe.

Mais il y a les téméraires, ceux qui ont vécu là toute leur vie, les mordus de leur

quartier. À Delmas 30 par exemple, un petit groupe manifeste son désir de retourner. Ils sont présents chaque jour pour tenter de revitaliser le lieu. Mais, les conditions de vie sont actuellement inexistantes. Les gangs ont par exemple emporté tous les fils électriques des maisons et les poteaux électriques, ainsi que les fils à haute tension et les transformateurs.

Les habitants de ces zones n’ont aucun soutien à espérer des gouvernements. Leur retour chez eux ne se fera que s’ils s’organisent pour trouver les moyens nécessaires à cela, mais aussi, pour consolider et protéger leur territoire contre un éventuel retour des gangs.■

LES HABITANTS DES QUARTIERS PAUVRES N’ONT PAS LE CHOIX

Suite à la situation sécuritaire qui se détériore, les habitants des quartiers pauvres où logent des criminels notoires, font face à des discours calomnieux faisant croire qu’ils sont de mèche avec ces malfrats. Sur les médias sociaux et ailleurs, un ensemble de clichés gagne l’opinion publique, pointant du doigt ces riverains comme des soutiens inconditionnels au terrorisme. Ils sont accusés d’être laxistes et complaisants à ce qui se passe dans leurs quartiers. Ce qui entraîne une vague d’euphorie quand ces gens sont victimes lors des assauts meurtriers de la police dans ces quartiers.

Samedi 20 septembre, lors d’une activité festive dans le quartier Pelé Simon, sous contrôle du terroriste Jouma, des bombardements de La Police Nationale

d’Haïti (PNH) ont tué pas mal de voyous, mais aussi des enfants dont les images circulaient comme des victimes collatérales. Ce qui fait jaser certains et se réjouir d’autres qui pensent que chaque habitant tué est un soutien en moins des bandits.

Vu de l’extérieur, on pourrait croire que ces habitants sont des grands complices parce que les noms des quartiers comme Delmas 2, Canaan, Pelé Simon, Bélair et autres sont associés aux kidnappings, pillages, massacres, tueries car les bandits y habitent. On pourrait penser que ceux qui y vivent sont complices.

En réalité, ceux qui accusent les riverains d’être complices ne sont pas sans savoir que les habitants ne sont pas des

partisans, des collaborateurs, mais des prisonniers, des otages contraints de rester chez eux, dans leurs maisons. Ce sont des travailleurs exploités dans les usines, ce sont des gens qui vivent de la débrouillardise. Donc, ils sont loin de pouvoir s’offrir le luxe de laisser leur quartier comme bon leur semble pour habiter des zones hors du contrôle des terroristes. Qui plus est, quelqu’un qui quitte sa maison la perd. C’est la loi des voyous.

Si les habitants ne se révoltent pas, ce n’est pas parce qu’ils ont consenti, il y a des moments de reflux dans toutes périodes de répression. La révolte s’inscrit souvent dans la durée. Même dans les périodes coloniales, les esclaves ont pris plus de 3 siècles avant de renverser l’ordre des choses. ■

RENTES CRIMINELLES ET DÉGRADATIONS DES CONDITIONS SOCIALES DES MASSES EXPLOITÉES

Les principaux chefs des bandes criminelles exhibent leurs richesses colossales : des palais et villas luxueux, des voitures de marque et des armes. Toutes ces richesses amassées dans un court laps de temps ont été volées en majorité aux masses exploitées dont les conditions matérielles d’existence ne cessent de se détériorer.

Les grands chefs de gangs rivalisent sur les réseaux sociaux en exhibant les quantités de richesses qu’ils ont accumulées. Dans certaines vidéos on les voit se filmer dans des chambres remplies de liasses de billets, ou avec des sacs pleins de billets de banque empilés comme des sacs de riz. Ils sont passés du rang de parias à celui de millionnaires en très peu de temps.

Ces richesses sont arrachées à la population au moyen de la terreur qu’ils font régner sur les masses exploitées. L’exploitation par la bourgeoisie et le parasitisme des politiciens corrompus

avaient pendant des siècles condamné les masses haïtiennes à une misère terrible. Le parasitisme des gangs est un fardeau supplémentaire qui pèse lourd et conduit à la dégradation catastrophique des conditions de vie des masses.

Après avoir poussé le kidnapping au rang d’industrie en y tirant les ressources financières pour mener une guerre contre un État déliquescant, les gangs sont parvenus à atteindre un haut niveau de structuration. Alliés au narco trafic et au grand banditisme des régions caribéennes et sud-américaines, ils mettent à mal le gouvernement qui ne fait que

reculer.

Aujourd’hui, la coalition criminelle, Viv Ansanm regroupe quasiment tous les gangs armés. Ils ont instauré un système d’extorsion prédatrice en imposant des péages sur les axes routiers. Aucun des axes routiers importants du pays, qui connectent Port-au-Prince et les villes de provinces n’échappe à leur contrôle. Aucune activité n’est possible, dans les marchés, dans les quartiers sans que ces assaillants n’imposent leurs taxes et leurs conditions.

Mais un jour viendra où les masses exploitées, révoltées, demanderont des comptes à tous ces escamoteurs. ■

LE CHEF DE GANGS, BARBECUE, EN MODE « FOULAY », DISTRACTEUR

Le chef des groupes criminels de « Viv-Ansanm », Barbecue, a été très actif sur les réseaux pendant tout le mois de septembre. Passé maître dans la diversion, le « distracteur assassin » avait à cœur de distraire l’opinion pendant que des membres de son groupe opéraient dans les départements de l’Artibonite et du Plateau central.

Rien que pour ce mois de septembre 2025, les gangs « Kokorat san ras », et « Gran grif » de Savien ont attaqué plus

d’une demi-douzaine de communes faisant des centaines de morts, des dizaines de disparus, des centaines d’habitations incendiées et des milliers de déplacés. Celui qui se dit être en guerre contre les oligarques n’a pas eu un seul mot pour ces victimes dans la population pauvre.

Mais Barbecue est monté au créneau tôt le lundi 22 septembre 2025 pour dénoncer les victimes civiles d’une opération policière menée la veille dans la soirée du dimanche contre un groupe criminel emmené par un

certain Jouma dans le quartier de Simon-Pelé. Aucun membre des gangs n’a été touché, les victimes sont exclusivement des victimes civiles, selon le gangster.

Le chef de gangs a esquivé la question de savoir « pourquoi ses soldats s’accrochent aux masses populaires comme les tiques aux chiens, dans les quartiers populaires. » Il n’y a pas de doute, les masses exploitées sauront trouver les tire-tiques pour les éliminer.■

SITUATION INFRAHUMAINE DES CAMPS DE DÉPLACÉS

Les conditions de vie des populations déplacées dans les camps de fortune sont catastrophiques. Voir ces gens vivoter dans des conditions indignes est tout simplement révoltant.

La première chose qui frappe un visiteur est l’absence de conditions pour vivre dans ces endroits dits « camps de déplacés ». Des milliers de familles peuplent ces camps de fortune qui se multiplient à Port-au-Prince, mais aussi à travers tout le pays, à mesure que les gangs multiplient les conquêtes de territoires et les attaques violentes.

La plupart de ces camps sont des espaces non aménagés, des maisons abandonnées ou des terrains vides que les déplacés ont occupés pendant leur fuite après avoir été chassés, violentés par les criminels. Aucun site n’a été aménagé ni

avant ni après pour accueillir des familles déplacées. Et de ce fait les structures sont quasi inexistantes ; l’eau est rare, pas de toilettes, et là où il y en a, elles sont insuffisantes.

Au site du Lycée Marie-Jeanne où le moindre millimètre d’espace est occupé, prendre une simple douche peut s’avérer très compliqué. À défaut d’un espace approprié, il n’y a que le trottoir pour se doucher, tous sexes confondus.

On s’empile dans des salles au milieu des objets ; les grabats sont toujours étendus au sol pour ne pas perdre sa place quand vient le moment de se coucher. Même les escaliers et

les couloirs sont partagés en de petites tentes de fortune. Imaginez une famille obligée de se coucher sur une seule marche ! Quand il pleut, c’est tout simplement la galère. Telle est la situation dans les camps de déplacés.

Dans cette situation de promiscuité extrême, les risques pour la population sont multiples, maladies, épidémies, vols, viols, etc.

Mais, les centaines de milliers de familles qui sont dans ces camps peuvent transformer leur désespoir en lutte révolutionnaire aux côtés des travailleurs et des habitants des autres quartiers pauvres pour changer l’ordre des choses en leur faveur.■

RENTÉE DES CLASSES : CASSE-TÊTE POUR LES PARENTS DES CLASSES POPULAIRES !

Le premier octobre 2025 est la date retenue par le ministère de l’Éducation nationale pour la rentrée scolaire de l’année 2025-2026. Une rentrée scolaire sur fond d’aggravation de l’insécurité, de détérioration des conditions de la vie sociale et économique pour les couches les plus pauvres de la population.

Les élèves des quartiers populaires de Port-au-Prince et des villes de provinces, qui sont sous le contrôle des bandits, vont démarrer l’année académique 2025-2026 avec beaucoup plus de difficultés que ce qu’ils ont vécu l’année dernière. Les écoles publiques et privées, des universités qui se trouvaient dans ces quartiers sont délogées ou fermées complètement.

Même en temps normal, chaque réouverture des classes était un véritable casse-tête pour les parents des classes pauvres. Cette situation s’est aggravée depuis le déchaînement de la violence contre

la population. Fermetures des usines, licenciements, salaires de misère, chômage, sont un ensemble de problèmes auxquels ces parents font face. Les prix des livres et des matériels ainsi que les frais ont doublé, voire triplé. Les administrations des institutions scolaires sont de plus en plus exigeantes. Les parents peinent toujours à couvrir tous ces coûts.

Le gouvernement, par le biais de son ministère de l’Éducation nationale, a récemment annoncé un ensemble de mesures relatives à cette nouvelle rentrée scolaire. Il a promis un appui financier à près de 240.000

parents d’élèves des écoles fondamentales publiques, communales, presbytérales et communautaires sous forme de distribution de manuels, de kits et des cantines scolaires. Ces mesures annoncées en grande pompe par les gouvernements n’ont jamais eu les effets escomptés. Dans la pratique, cette aide est détournée généralement par des racketteurs qui rôdent autour du ministère même.

L’éducation et la formation des enfants des masses pauvres ne sont pas une priorité pour ces valets des riches. Offrir une éducation aux enfants des masses pauvres dépend de la volonté de leurs parents à se battre pour l’obtenir ! ■

L’HUEH RELOCALISÉE DANS UN AUTRE LIEU

18 mois après la cessation des services de l’Hôpital de l’Université d’État d’Haïti, HUEH, qui se situait à la rue Mgr Guilloux dans l’aire du Champ de Mars, le gouvernement de transition vient d’annoncer le mercredi 24 septembre le transfert des activités de l’Hôpital général à la direction d’organisation des services de santé du

ministère de la Santé. Un aveu d’impuissance face aux gangs.

Les plus tolérants diront que mieux vaut tard que jamais. Mais, l’indifférence et le mépris à l’endroit des masses populaires sont patents. Tous les bureaux des ministères déguerpis du centre-ville de la capitale, privés ou publics, avaient trouvé un autre local pour

reprendre leurs activités dans les jours ou semaines qui suivaient. Mais pour l’Hôpital général qui donnait des services aux masses populaires de la capitale et des villes de province, il a fallu 18 mois pour trouver un autre local. Et entre la date de cette annonce et celle de la reprise effective des activités, bien malin est celui qui peut avancer le temps que cela prendra.■

DANS LES ENTREPRISES

Nous publions ci-après l’éditorial du bulletin d’entreprise PAWÒL TRAVAYÈ du 26 septembre 2025.

PAWÒL TRAVAYÈ

Patwon, politisyen, chèf gang yo, ap pyafe sou do mas eksplwate yo

Diktati klas dominant yo melanje ak asasen yo kontinye ap simen dèy, degèpisman, vyòl ak lòt kalamite nan mitan klas travayè a ak mas popilè yo. Men akote vyolans fizik sa yo, se kondisyon lavi majorite popilasyon an kap depafini chak jou. Soti nan depatman lwès la tonbe nan latibonit, depatman nòdwès ak plato santral, toupatou se rèl, se masak kap vale teren ak lamizè kap vin pi grav.

Men pandan mas ekplwate ap trepase nan kan yo, nan katye popilè yo, nan izin yo ak nan anpil kwen nan kapital la tankou nan pwovens yo, grannèg yo kontinye ap bwase lajan ak dwòg. Nan izin yo ak nan lòt antrepriz yo, patwon yo ap brase lajan pandan yap peye travayè yon salè tibèkilo. Bò kote gwo chèf gang yo menm, yo toujou ap montre gwo chanm ki chaje ak lajan yo ranmase nan kase ponyèt ti machann nan mache yo ak sou wout yo. Yo pa jennen montre yo gwo chato ak pisin yo konstwi ak dividal gwo machin yap woule sou san popilkasyon an.

Nan klas eksplwate yo jodi a, Jwenn yon kote pou rete, yon plat manje pa jou, voye timoun lekòl, abiye yo tounen yon gwo defi pou yon papa ak manman pitit. Poutan se yo menm ki kontinye ap fè ekonomi an mache ak fòs travay yo. Depi 4 trè nan maten, ti machann, chofè moto, madan sara, ti peyizan pòv yo, travayè deja nan lari pral chèche lavi. Men pi devan nan mitan jounen an, zago loray yo pase ak gwo zam fann fwa, raketè ki soti nan meri yo elatriye pral pase fè resèt ranmase tout sa yo jwenn.

Klas travayè a ak rès mas popilè yo reprezante plizyè milyon nan peyi a. Ti gwoup piyajè ak asasen yo malgre gwo zam yo genyen pap ka kanpe devan yo jou yap deside leve kanpe pou di rekreyasyon an fini. Anndan izin yo, nan tout kwen nan peyi a, nan tout katye popilè, nan kan yo, se wout batay sa ki dwe pran pou fini ak sitiason sa nap viv la.

OTR-UCI, vendredi 26 septanm 2025
An nou konte sou fòs nou !

POUR UN ACCOMPAGNEMENT RÉEL DES TRAVAILLEURS ET UN AJUSTEMENT RÉGULIER DU SALAIRE MINIMUM

Fin septembre, les ouvriers de certaines usines ont été invités à fournir les copies de leurs livrets de banque et celles de leurs pièces d'identité. Selon les dirigeants de ces usines, le gouvernement à travers FAES, aurait décidé de leur octroyer une subvention.

L'année dernière, au même moment, les ouvriers avaient reçu non sans difficultés 15 000 gourdes pour les mois de juin, juillet et août. Cette année, personne ne sait si la somme sera moins importante ou plus, ni quand cet argent sera disponible sur les comptes des ouvriers.

Cette pitance, dont les ouvriers ont dû céder l'année dernière près de la moitié aux racketteurs de tout poil pour l'acquisition de pièces justificatives diverses, le gouvernement et le patronat l'appellent « l'accompagnement social ». Un accompagnement social accordé uniquement à une poignée d'ouvriers des usines du textile, alors que des dizaines de milliers d'ouvriers au chômage, des travailleurs des autres entreprises, dans le commerces par exemple, les agents de sécurité, les ouvriers agricoles ne reçoivent jamais un seul centime.

En fait, l'accompagnement social et l'ajustement du salaire ont toujours été les deux revendications pour lesquelles les ouvriers des usines textiles se mobilisent chaque année depuis 2009. L'accompagnement social que réclament ces derniers devait correspondre à une subvention régulière accordée à tous les travailleurs sans distinction qui servirait à couvrir certains frais comme le transport, le repas du matin et de midi qui absorbent tout le salaire d'un travailleur. Mais ce que prétend faire le gouvernement est loin de correspondre à cette aspiration légitime des travailleurs.

Les 15 000 gourdes versées à chaque fin

d'année fiscale s'apparentent à une tentative pour briser la montée combative qui plaçait les ouvriers du textile aux avant-postes des luttes revendicatives de la classe exploitée. C'est cette partie combative de la classe ouvrière qui brandissait le drapeau des revendications des masses exploitées, notamment l'ajustement du salaire minimum.

Les ouvriers doivent reprendre le chemin de la mobilisation, de la lutte et de la grève. C'est par cette voie qu'ils parviendront à la satisfaction de leurs revendications..■

Manifestation des syndicats devant la Primature

Environ une centaine de syndicalistes ont manifesté devant les locaux de la Primature le jeudi 25 septembre pour exiger un ajustement du salaire minimum bloqué depuis trois ans. Ils demandent que le salaire minimum soit fixé à 2500 gourdes pour une journée de travail de 8 heures, pour rattraper l'inflation. Au parc Sonapi, certains ouvriers disent que ces syndicalistes n'étaient passés les avertir que la veille de ce sit-in.

DANS L'INTERNATIONAL

Cet article sur la situation au Népal que nous publions ci-dessous, provient de l'édition 2981 du 19 septembre 2025 de Lutte Ouvrière, un hebdomadaire communiste révolutionnaire trotskiste, édité par nos camarades français.

NÉPAL : DEUX JOURS D'INSURRECTION

Tout a commencé par un décret gouvernemental du 4 septembre qui restreignait et mettait sous contrôle les différents médias sociaux utilisés dans le pays, Whatsapp, Facebook et autres. En effet, sur ceux-ci se développaient des dénonciations de la corruption. Généralisée dans le pays, elle se marque par l'affichage sans complexe des enfants de la couche privilégiée au pouvoir, dans des orgies, bouteilles de champagne à la main, dans ce pays de 30 millions d'habitants marqué par la misère. Le pouvoir, dirigé depuis 2008 par le Parti dit « communiste marxiste-léniniste (maoïste) », pensait qu'il pouvait tout se permettre, tant la situation était calme et sous contrôle.

Cette mesure d'interdiction a été reçue par les masses populaires et la jeunesse comme la provocation de trop. La classe ouvrière du Népal est d'abord composée de millions de travailleurs qui, dispersés à travers le monde entier, permettent à leur famille, avec qui le seul contact se fait par les réseaux sociaux, de survivre un peu mieux. Et puis, pour la grande majorité des Népalais, qui vit dans les campagnes, les réseaux sociaux sont le seul moyen de communication, en particulier avec leurs enfants. Tout cela alors que les tenants du pouvoir, le Parti communiste et son allié le Parti du congrès, ont mille fois montré qu'ils gouvernaient contre les pauvres et pour les riches et les nantis et étaient gangrenés par la corruption.

Le 8 septembre, un petit groupe qui

se fait appeler « génération Z », composé surtout d'étudiants, a donc appelé à manifester contre ces mesures et immédiatement le mouvement a pris de l'ampleur. Une grande partie de la jeunesse de Katmandou (un million d'habitants) et des grandes villes s'est retrouvée dans les rues pour marcher contre les symboles du pouvoir, en particulier l'Assemblée nationale. La police a ouvert le feu, faisant au moins 19 morts. Bien loin d'effrayer les manifestants, cela les a galvanisés. Il y a eu 72 morts au total dans le pays. Quelques policiers ont été tués, et, surtout, cela a provoqué l'embrasement de tout le pays.

Le 9 septembre, des centaines de milliers de manifestants se sont donc retrouvés dans la rue aux côtés de la jeunesse contre tous les symboles du pouvoir. Le Parlement a été détruit par les flammes, ainsi que toute une partie des bâtiments gouvernementaux, comme des tribunaux. Les portes des prisons ont été ouvertes et plus de 12 500 prisonniers s'en sont extraits eux-mêmes. Le Premier ministre a été sorti de son domicile. Deux autres ministres, dont celui des Finances, ont été conduits sur la place publique, battus sévèrement sous les applaudissements de la population, et jetés symboliquement à la rivière. Aux côtés de la jeunesse, la population des travailleurs des petites entreprises et des petits commerçants était ainsi maître de Katmandou et du pays. La police mise hors d'état d'agir, tandis que l'armée restait, ce jour-là, cantonnée dans ses casernes.

Le même jour le retrait des décrets du

4 septembre était annoncé et tout le gouvernement était démissionnaire. Devant le discrédit brutal des dirigeants politiques, le chef de l'armée, conjointement avec quelques hauts dignitaires de la Cour suprême, décrétait la dissolution de l'Assemblée nationale, la mise à l'écart de tous les partis politiques et l'organisation d'élections générales dans quelques mois. Quelques jours plus tard, l'ex-présidente de la Cour suprême était nommée Premier ministre. Il était vital pour les représentants des classes riches de ne pas laisser le pouvoir vacant et sans représentant officiel.

La population, qui a trouvé en elle les ressources et l'énergie pour abattre le gouvernement, n'était visiblement pas préparée à exercer elle-même le pouvoir. Après avoir senti passer le vent du boulet, les dirigeants de l'État se sentent sans doute rassurés.

C'est ainsi que le chef d'état-major de l'armée a pu faire sortir ses soldats dans la rue au nom, a-t-il dit, du maintien de l'ordre. Mais la population pauvre du Népal a pu prendre conscience de sa force et n'est peut-être pas près de l'oublier.■



POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.